

Guerre contre le cash : Le Financial Times appelle à l'abolition des espèces

Dans un article paru anonymement et intitulé « Pour en finir avec une autre relique barbare » le Financial Times cherche à faire croire que les problèmes économiques actuellement rencontrés seraient la conséquence de la thésaurisation d'argent liquide par les ménages.

Le quotidien britannique emploie le même vocabulaire de mépris que pour l'or, qui représentait - avant l'abandon du gold standard en 1971 - le dernier rempart contre les politiques inflationnistes sans limites des banques centrales.

Pour stimuler l'économie, le journal suggère qu'il faudrait forcer les ménages à dépenser plutôt que d'épargner en donnant aux banques centrales le pouvoir d'imposer des taux d'intérêt négatifs. Bien entendu une telle politique est impossible si les citoyens conservent la liberté de convertir leur épargne bancaire en argent liquide. Cela ne ferait donc que renforcer la thésaurisation comme le montre l'expérience Suisse, plongeant l'économie dans une spirale déflationniste. La solution selon le Financial Times ? Supprimer purement et simplement l'alternative de l'argent liquide.

Au-delà des problèmes économiques que provoqueraient une telle politique, donner le pouvoir aux banques centrales de prélever un « taux d'intérêt » négatif sur l'épargne des citoyens, c'est en réalité pour la première fois de l'histoire leur donner un pouvoir de taxation. Seulement, les banques centrales ne sont pas dirigées par des représentants du peuple élus démocratiquement. Elles sont actuellement entre les mains de technocrates et bénéficient d'une totale indépendance vis-à-vis du parlement.

Ce projet contredit donc les principes fondamentaux de nos démocraties. En effet, toute taxation des citoyens n'est légitime que si le gouvernement est représentatif de la volonté populaire. C'est le vieux slogan des révolutionnaires américains de 1776 « pas d'impôt sans représentation » (no taxation without representation), plus tard repris par les suffragettes.

Cette indépendance des banques centrales - certains diraient opacité - va jusqu'à rendre impossible un audit du bilan de la FED par le congrès américain. Il en va de même en Europe avec la BCE, l'équivalent de la FED.

En Europe la situation est peut être encore plus grave, puisque les dirigeants de l'UE ont voté la mise en place dès janvier 2016 du mécanisme de bail in, qui permet aux banques privées de se servir dans votre épargne en cas de difficultés nécessitant une recapitalisation. Et convertir ces dépôts en espèces est un des derniers remparts qu'il nous restait pour nous protéger c'est pourquoi nous devons réagir rapidement. Vous pouvez pour cela signer notre pétition qui sera adressée au gouvernement.

Pour plus d'analyses et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit